

Unité départementale du Rhône  
63 avenue Roger Salengro  
69100 VILLEURBANNE

VILLEURBANNE, le 25/10/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/10/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



**PURFER Givors** (ex- GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT)

RD 147 - Quartier de la Gare  
69780 ST PIERRE DE CHANDIEU

Références : UD-R-SSDAS-22-270-LL  
Code AIOT : 0010600036

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/10/2022 dans l'établissement PURFER - GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT implanté 88 Route de Rive de Gier 69700 GIVORS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PURFER Givors - GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT
- 88 Route de Rive de Gier 69700 GIVORS
- Code AIOT : 0010600036
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

En 2021, le groupe DERICHEBOURG-PURFER a procédé à l'acquisition du groupe ECORE et de sa filiale GDE (Guy Dauphin Environnement). L'établissement de Givors fait désormais partie des sites PURFER. La reprise opérationnelle de cet établissement s'est faite au printemps 2022. Par courrier du 30/06/2022, la société PURFER a porté à la connaissance du préfet une déclaration de changement d'exploitant du site GDE de Givors conformément aux dispositions du L. 181-15 du code de l'environnement ainsi qu'une demande de nouvel agrément VHU, sans toutefois fournir les justificatifs demandés dans ce cas par l'arrêté ministériel du 02/05/2012 modifié relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des exploitants des installations de broyage de VHU. Par courrier du 28/09/2022, l'Inspection a motivé sa demande de compléments au nouvel exploitant PURFER.

La société PURFER exploite sur la commune de Givors des installations de transit, regroupement et tri de déchets de métaux ou d'alliage de métaux non dangereux et un centre de dépollution de Véhicules Hors d'Usage (VHU).

Pour ce site de Givors, la société GDE avait été régulièrement autorisée par arrêté préfectoral du 11 août 2005 modifié et par agrément préfectoral du 11 décembre 2018. Les activités actuellement autorisées et exercées sur ce site sont classées (notamment) sous les rubriques n° 2712-1 (E), 2713-1 (E), 2718-1 (A), de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Le changement d'exploitant fait l'objet d'une instruction en cours au moment de la présente inspection.

L'établissement de Givors exerce ses activités sur une emprise d'environ 6 000 m<sup>2</sup>, comportant un bâtiment d'environ 250 m<sup>2</sup>. Dès son origine, ce site est conçu pour faire partie de la chaîne d'approvisionnement du broyeur de grande capacité exploité par GDE à Salaise-sur-Saane (38). Ce broyeur fait partie des sites repris par PURFER.

En 2004, dans sa demande d'autorisation d'exploiter, l'exploitant prévoyait de faire transiter 120 VHU / mois et 3000 t de ferraille et métaux par mois. Aujourd'hui, l'activité VHU est plutôt autour de 3500 VHU par an et l'activité métaux de 1000 t par mois tout compris.

Le site sert également de plate-forme de regroupement de D3E mais indique rester sous le seuil des 100 m<sup>3</sup> présents sur site.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement,

des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
7	VHU- retrait fluides frigo et stockage	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 36 et 41	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
10	stock de batteries	Arrêté Préfectoral du 11/08/2005, Annexe 1	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Registre des déchets entrants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1	/	Sans objet
2	Registre des déchets sortants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1	/	Sans objet
3	VHU- entreposage des entrants	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41	/	Sans objet
4	VHU- entreposage des pneus retirés	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	VHU- entreposage DD extraits	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41	/	Sans objet
6	VHU- entreposage carcasses dépolluées	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41	/	Sans objet
8	VHU- attestation formation retrait FF	Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article Annexe 1, point 14	/	Sans objet
9	oxycoupage	Arrêté Ministériel du 23/11/2011, article 3,6	/	Sans objet
11	rétenion eau d'orage	Arrêté Préfectoral du 11/08/2005, article 4.4.2	/	Sans objet
12	curage du séparateur	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 27	/	Sans objet
13	analyses d'eau	Arrêté Préfectoral du 11/08/2005, article Annexe 3	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente visite d'inspection, dans un contexte de changement d'exploitant, a permis d'identifier 2 non-conformités importantes conduisant à la proposition d'un arrêté préfectoral de mise en demeure, laissant un délai de 3 mois à l'exploitant pour le retour à la conformité :

- stockage de batteries au plomb : dépassement récurrent de la quantité autorisée,
- extraction, traçabilité interne et mise en filière des fluides frigorigènes issus de la dépollution des véhicules hors d'usage reçus sur le site,

### 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Registre des déchets entrants

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, pollution des sols et des eaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> par sondage : date réception, code déchet, numéros de SIRET, code traitement
<b>Constats :</b> Le système informatique utilisé par PURFER pour tous ses sites est entré en fonction au 1er juillet pour ce site. Ce système comporte une entrée repérant les VHU livrés incomplets, c'est-à-dire sans moteur. Le site comporte un seul pont bascule pour véhicules et une balance manuelle à l'entrée de son bâtiment, pour les petits apports. Le site utilise TRACKDECHETS pour les déchets dangereux.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 2 : Registre des déchets sortants

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, pollution des sols et des eaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> par sondage : date enlèvement, code déchet, numéros de SIRET, code traitement
<b>Constats :</b> Le système informatique utilisé par PURFER pour tous ses sites est entré en fonction au 1er juillet pour ce site. Le site utilise TRACKDECHETS pour les déchets dangereux.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : VHU- entreposage des entrants

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, eaux de ruissellement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage avant dépollution : L'empilement des véhicules terrestres hors d'usage est interdit, sauf s'il est utilisé des étagères à glissières superposées (type rack). Les véhicules terrestres hors d'usage non dépollués ne sont pas entreposés plus de six mois. La zone d'entreposage est distante d'au moins 4 mètres des autres zones de l'installation. Elle est imperméable et munie de dispositif de rétention. La zone d'entreposage des véhicules accidentés en attente d'expertise est une zone spécifique et identifiable. Elle est imperméable et munie de rétentions.
<b>Constats :</b> Le site traite quotidiennement ses apports, il n'y a aucun stock de VHU entrants pour extraction de pièces de réemploi. Le site a comme objectif de détruire rapidement les VHU entrants. Lors de la visite, un seul VHU entrant était en stock. Les réceptions faites plus tôt dans la matinée avaient déjà été traitées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : VHU- entreposage des pneus retirés

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les pneumatiques retirés des véhicules sont entreposés dans une zone dédiée de l'installation. La quantité maximale entreposée ne dépasse pas 300 m <sup>3</sup> et dans tous les cas la hauteur de stockage ne dépasse pas 3 mètres.
<b>Constats :</b> L'étape de dépollution des VHU comporte la dépose des roues (jante + pneus), qui sont stockées dans une benne 30m3 réformée restant sur place. Le contenu est expédié fréquemment sur le site du groupe à Salaise sur Sanne. Ainsi le site ne comporte pas de stock de pneus susceptible de créer des risques incendie important.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : VHU- entreposage DD extraits

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Toutes les pièces et fluides issues de la dépollution des véhicules sont entreposés à l'abri des intempéries. Les conteneurs réceptionnant des fluides extraits des véhicules terrestres hors d'usage (carburants, huiles de carters, huiles de boîtes de vitesse, huiles de transmission, huiles hydraulique, liquide de refroidissement...) sont entièrement fermés, étanches et munis de dispositif de rétention. Les pièces grasses extraites des véhicules (boîtes de vitesses, moteurs...) sont entreposées dans des conteneurs étanches ou contenues dans des emballages étanches. Les batteries, les filtres et les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB) et des polychloroterphényles (PCT) sont entreposés dans des conteneurs spécifiques fermés et étanches, munis de rétention. Les pièces ou fluides ne sont pas entreposés plus de six mois sur l'installation. L'installation dispose de produit absorbant en cas de déversement accidentel.
<b>Constats :</b> Les déchets dangereux extraits de VHU sont entreposés à l'abri, au moins la nuit, et sur rétention adaptée. Toutefois, l'installation dans son ensemble présente des indices de vétusté et d'insuffisance de maintenance : - grille au sol mal fixée, - remplissage excessif de la rétention grillagée surelevée sur laquelle l'opérateur marche pour accéder à des dispositifs de pompage de fluides. Il s'agit d'une installation mobile de dépollution des VHU, semblant dater de la mise en service du site (2005) et ne présentant pas une réelle protection contre les intempéries lorsqu'elle est en service. En dehors des heures de service, le toit se replie sur l'installation et ses stockages de déchets dangereux (DD). Son remplacement ou sa rénovation doit s'envisager dès maintenant, même si en l'état cette installation permet encore de répondre aux prescriptions relatives à la dépollution des véhicules hors d'usage.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : VHU- entreposage carcasses dépolluées**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les véhicules dépollués peuvent être empilés dans des conditions à prévenir les risques d'incendie et d'éboulement. La hauteur ne dépasse pas 3 mètres.
<b>Constats :</b> Dès que 10 à 15 VHU ont été dépollués, ils sont aplatis et envoyés à Salaise (38). Aucun stock n'était visible lors de la présente visite.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 : VHU- retrait fluides frigo, stockage et mise en filière**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 36 et 41
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, air
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 36 : Tous les fluides susceptibles de se disperser dans l'atmosphère, notamment les fluides contenus dans les circuits de climatisation, sont vidangés de manière à ce qu'aucun polluant ne se disperse dans l'atmosphère. Ils sont entièrement recueillis et stockés dans une cuve étanche, dont le niveau de pression est contrôlable. Article 41 : Les pièces ou fluides ne sont pas entreposés plus de six mois sur l'installation.
<b>Constats :</b> L'établissement de Givors, en tant que centre VHU agréé, est soumis à un audit externe annuel vérifiant différents points de conformité dont l'extraction des fluides frigorigènes. L'audit effectué le 24/08/2022 indique dans sa conclusion : « Le site est très bien suivi tant d'un point de vue technique qu'administratif. Des améliorations ont été menées pour lever les écarts du dernier audit. Seule la situation par rapport aux fluides frigorigènes reste à améliorer même s'il est noté une augmentation de la quantité moyenne prélevée par VHU. »
Le contrôle effectué le 24/08/2022 par l'AFNOR indique pour l'année 2021: 1,5 g de FF extrait par VHU, soit 5,8 kg. Pour l'année 2020, le contrôle effectué le 8/06/2021 par l'AFNOR indique: 0,6 g FF extrait par VHU, soit 2,1 kg.
L'Inspection note que la progression apparaît forte, mais que le point de départ ne saurait constituer une référence, alors que l'obligation existe depuis 2012.
Le potentiel d'extraction de FF par VHU est estimé selon les données suivantes. Une campagne ADEME menée en 2019 indique la présence de 40 g de FF en moyenne sur l'ensemble des 299 VHU représentatifs du parc français. La part de véhicules équipés augmente d'année en année, les véhicules neufs en France sont majoritairement climatisés depuis 2005. Lors de la campagne ADEME, 118 VHU sur 299 avaient un système de froid. Si l'on considère que 50 % de ces VHU équipés de système de froid sont dégradés lors de leur arrivée (moteur absent...) alors la quantité à récupérer en moyenne par VHU entrant sur un site devrait être autour de 20 g par VHU.
L'exploitant indique que les VHU qu'il reçoit ne contiennent plus de FF dans leur grande majorité et pour diverses raisons (âge, manque d'entretien du véhicule, retrait du moteur avant la livraison du VHU...). Cependant, aucun reporting ni consolidation du poids de FF extrait des VHU ne nous a été présenté. Seules des fiches papier sont remplies par le « dépollueur ». Le système informatique interne de PURFER ne prévoit pas le report de grammes après chaque extraction effectuée. A ce jour, l'établissement de GIVORS n'a jamais fait enlever de bouteille de FF pour destruction. L'exploitant indique une bouteille pleine pesant 13kg et dont la tare serait de 2,8kg. Cette bouteille est stockée dans le bâtiment. Trois autres bouteilles très peu remplies sont visibles à côté de la station de dépollution.

Depuis 2012, la réglementation nationale impose d'extraire, de tracer et de faire éliminer les fluides frigorigènes (FF) contenus dans les VHU acceptés pour destruction dans un centre VHU. Compte tenu de la quantité de FF recueilli à PURFER-GDE Givors en 2021 (1,5 g par VHU), de l'absence de preuves de reprise des gaz extraits, de l'absence de données de suivi, l'Inspection des installations classées considère que l'exploitant ne respecte pas l'article 36 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 et n'applique pas sur ce point le cahier des charges de dépollution des véhicules hors d'usage, en annexe de son arrêté d'agrément du 11 décembre 2018.

Par conséquent, l'Inspection propose au préfet de prendre un arrêté de mise en demeure imposant le retour à la conformité dans un délai de 3 mois.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 8 : VHU- attestation formation retrait FF

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article Annexe 1, point 14

**Thème(s) :** Risques chroniques, air

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

14° L'exploitant du centre VHU est tenu de disposer de l'attestation de capacité mentionnée à l'article R. 543-99 du code de l'environnement. Cette attestation est de catégorie V conformément à l'annexe I de l'arrêté du 30 juin 2008 susvisé.

**Constats :** L'exploitant dispose d'une Attestation de capacité N° 2013/57715.4 délivrée par AFNOR et valable jusqu'au 05/05/2024 et d'une machine portable pour extraire ces fluides. Le matériel utilisé pour le retrait des FF n'est pas installé en tant que poste de travail permanent comme l'est celui utilisé pour le retrait des huiles moteurs par exemple. L'appareil est placé dans une armoire, le dépollueur doit le brancher au réseau électrique, puis aller chercher une bonbonne de gaz, puis connecter l'appareil à cette bouteille, et enfin connecter l'appareil au circuit du véhicule. L'attestation d'aptitude est bien délivrée pour l'opérateur en charge de la station de dépollution.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet



## N° 9 : oxycoupage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 23/11/2011, article 3,6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, explosions
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien...) doivent faire l'objet de consignes d'exploitation écrites. Ces consignes prévoient notamment : - les modes opératoires ; - la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées ; - les instructions de maintenance et de nettoyage. Ces éléments sont consignés dans le dossier "installations classées" prévu au point 1.4.
<b>Constats :</b> Pour mémoire, une plainte en 2018 avait conduit à identifier une activité récurrente de découpe au chalumeau (oxycoupage) sur le site. L'exploitant indique lors de la présente visite que cette activité est désormais très réduite. Des opérations d'oxycoupage peuvent avoir lieu sur des sites de fournisseurs de ferraille plutôt que sur ce site. Si il a besoin de coupage sur son propre site, l'exploitant a plutôt recours à la venue d'une pince-cisaille à la journée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 10 : stock de batteries

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/08/2005, article Annexe 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Maximum 6 tonnes sur site.
<b>Constats :</b> Les batteries au plomb sont stockées à l'extérieur dans des caisses palettes plastiques munies de couvercles. Lors de la visite, le stock était de 20 caisses-palettes dont 5 à 6 étaient en mauvais état, en particulier avec des fissures de plusieurs centimètres sur le fond. L'exploitant reconnaît être bien au-delà de son niveau maximum de 6 t autorisés sur site depuis 2014. Il indique une commande en cours pour de nouveaux bacs. <p>D'après les BSDD consultés et les déclarations de l'exploitant, un enlèvement représente 23 à 24 tonnes, à raison d'une fois par mois en moyenne. Par conséquent, la limite de 6 tonnes maximum sur site n'est pas respectée.</p> <p>Compte tenu de ce dépassement récurrent et du risque de pollution engendré par l'état défectueux d'environ 1/4 des caisses palettes de transport, l'Inspection propose au préfet de prendre un arrêté de mise en demeure, imposant dans un délai de 3 mois le retour à la conformité : soit de prouver l'organisation logistique permettant de maintenir un stockage inférieur à 6 t, soit de présenter un porter à connaissance du nouveau système logistique retenu, du matériel de stockage sur site et de la prévention des risques d'incendie et de l'évaluation des dangers liés à ce stock.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 11 : rétention eau d'orage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/08/2005, article 4.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, eaux d'orage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> le site est aménagé pour recueillir et stocker le 1er flot d'eaux pluviales, soit 60m <sup>3</sup> (10 mm d'eau pluviale sur 6000 m <sup>2</sup> )
<b>Constats :</b> Le site comporte une zone de rétention basse pouvant contenir 180 m <sup>3</sup> d'eau. La vanne de fermeture est bien visible et en apparence facilement manœuvrable.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 12 : curage du séparateur**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 27
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, eaux de ruissellement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine sont évacuées par un réseau spécifique. Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les aires d'entreposage, les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat (débourbeur-déshuileur) permettant de traiter les polluants en présence. Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du débourbeur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection. En tout état de cause, le report de cette opération ne pourra pas excéder deux ans. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> L'exploitant effectue un curage tous les 6 mois. Les dernières opérations ont permis d'extraire : - 6,9 et 4,02 t le 8 février 2022, - 5,7 et 7,12 t le 11 juillet 2022. Les BSDD sont correctement remplis.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 13 : analyses d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/08/2005, article Annexe 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, eaux de ruissellement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> fréquence semestrielle pour MES,DCO et HC ; fréquence annuelle pour métaux
<b>Constats :</b> Le point de rejet final se trouve dans le « milieu naturel », dans un fossé situé à l'extérieur du site, au nord-Est du site, en contrebas d'une voie d'accès à l'A47. Le prélèvement se fait avant ce point, à l'intérieur du site ICPE, dans un regard situé en aval du séparateur. La dernière analyse date du 22 juillet 2022 et n'appelle pas de commentaires particuliers.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet